

GLACY

UE/COE Projet joint sur l'Action Globale sur la
Cybercriminalité

Conférence de lancement Dakar, Sénégal, 24-27 mars 2014

« Politique et stratégie de lutte contre la
cybercriminalité au Sénégal »

24 mars 2014

Dr. Papa Assane TOURE

Magistrat

Conseiller Technique au Ministère de la Justice



Sommaire

- ▶ Introduction
- ▶ La mise en place d'un dispositif de lutte contre la cybercriminalité
- ▶ Perspective: vers une politique nationale de cybersécurité



INTRODUCTION

✓ Présentation géographique du Sénégal



Population: 13, 9 millions d'habitants
Superficie: 196.712 km²

✓ Les avancés du Sénégal dans le secteur des TIC : la vision du e-Sénégal

1996

Connexion officielle à Internet

1997

Libéralisation des télécommunications : Trois opérateurs



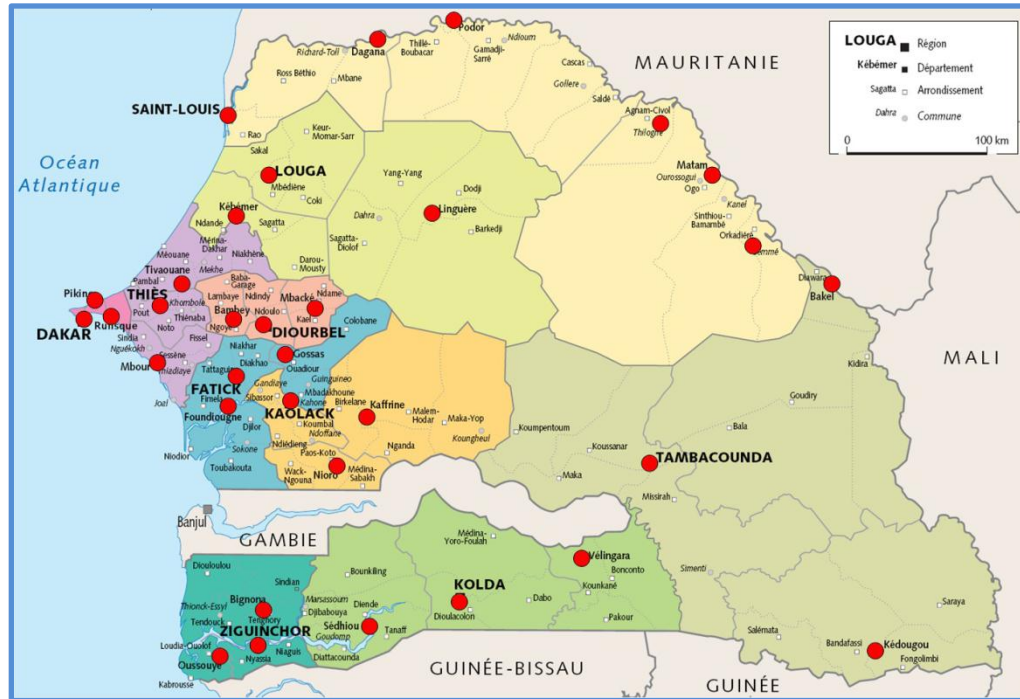
✓ Les avancés du Sénégal dans le secteur des TIC : la vision du e-Sénégal



Agence De l'Informatique de l'État

2005

La mise en place de l'intranet gouvernemental



Horizon 2015 : Passage de l'analogique au numérique et capitalisation du dividende numérique



✓ Les avancés du Sénégal dans le secteur des TIC : la vision du e-Sénégal

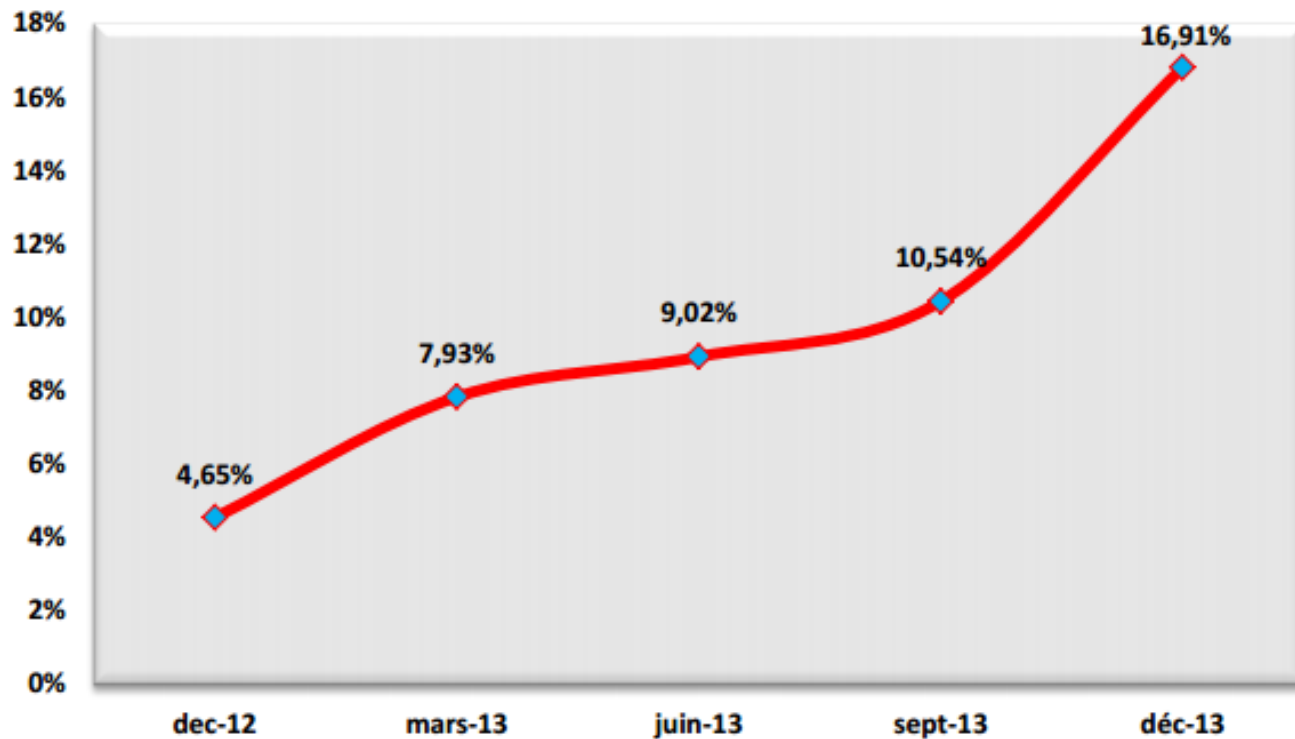
1

Taux de pénétration des services internet

Evolution trimestrielle du taux de pénétration de l'internet au Sénégal



Autorité de Régulation des
Télécommunications et des Postes

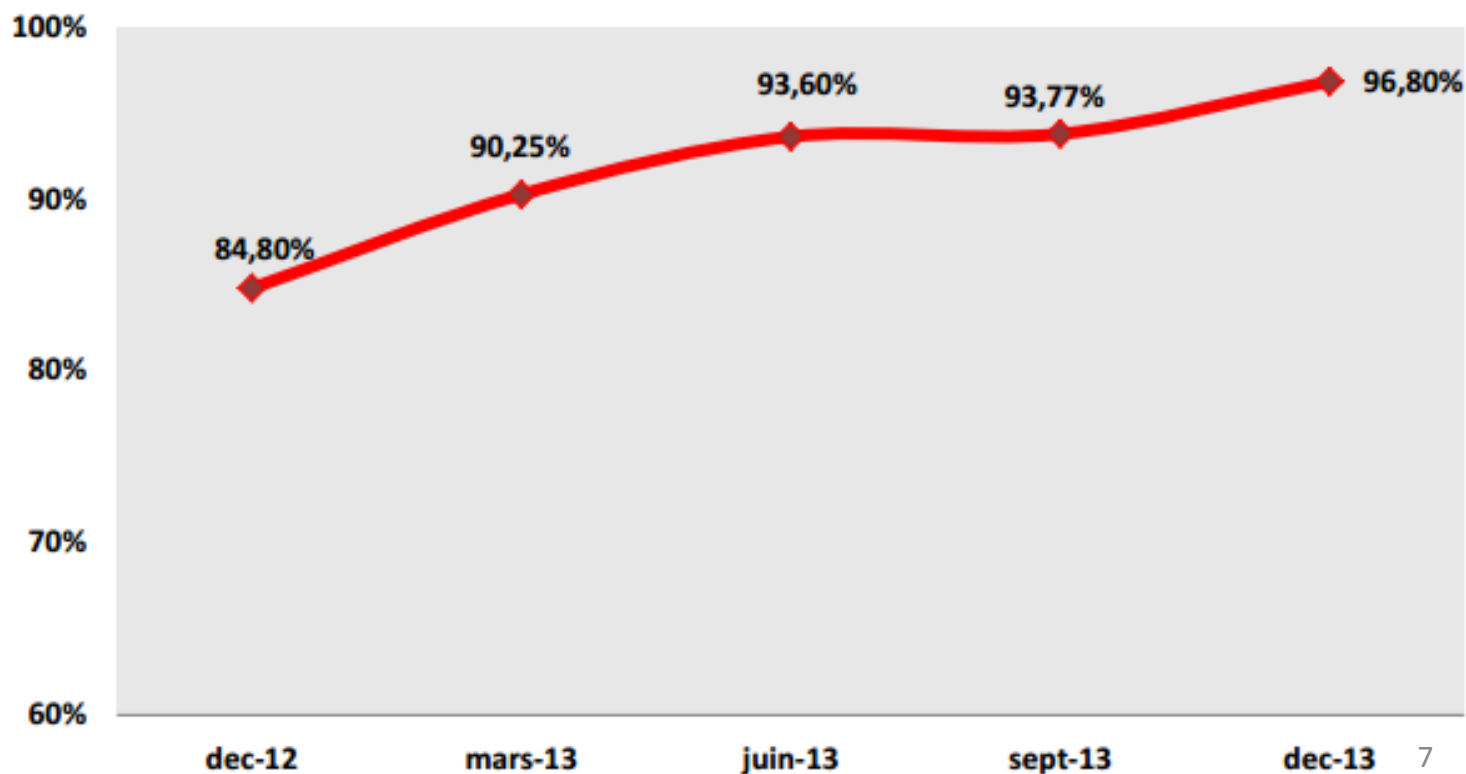


✓ Les avancés du Sénégal dans le secteur des TIC : la vision du e-Sénégal

2

Taux de pénétration de la téléphonie mobile

Evolution trimestrielle du taux de pénétration¹



Autorité de Régulation des
Télécommunications et des Postes





L'avènement de la cybercriminalité au Sénégal

- Escroquerie en ligne
- Atteintes à la e-réputation
- Vol de données électroniques
- Accès frauduleux à un système
- Usurpation d'identité en ligne.



seneweb.com



✓ Point de repère / 2001: piratage du site officiel du Gouvernement du Sénégal

[Accueil](#) • [Infolettre](#) • [Contact](#) • [Plan du site](#) • [Mentions légales](#) • [RSS](#) • [Message](#)

GOVERNEMENT DU SÉNÉGAL



RÉPUBLIQUE
DU SÉNÉGAL



Rechercher



INSTITUTIONS

LOIS ET RÈGLEMENTS

DOSSIERS

ACTUALITÉS

SERVICES AUX USAGERS

AGENDA

Actualités

À LA UNE



La mise en place d'un dispositif de lutte contre la **cybercriminalité**



Le cadre juridique

29 au 30 Août 2005: ADIE/ Ambassade de France au Sénégal Séminaire « *Informatique et libertés, quel cadre juridique pour le Sénégal ?* ».



Inadaptation des infractions pénales

Inadéquation du cadre procédural

2005: Vaste chantier de réforme du cadre juridique des TIC
Adoption de la loi n° 2008-11 du 25 janvier 2008 portant sur la cybercriminalité.





Le contenu de la loi sur la cybercriminalité

Modernisation des infractions

Adoption d'infractions spécifiques aux TIC

- Les atteintes aux systèmes informatiques
- Les atteintes aux données informatiques
- Les infractions de contenu (pornographie infantile et actes racistes et xénophobes)
- Les infractions informatiques (fraude et falsification informatique)

Adaptation des infractions classiques aux TIC

- Le vol d'information
- Les infractions de presse en ligne
- L'escroquerie en ligne
- Le recel d'information



✓ Le contenu de la loi sur la cybercriminalité

Adaptation du dispositif procédural

Institution de nouveaux dispositifs de procédure

- La conservation rapide des données archivées
- L'interception de données relatives au contenu

Aménagement des procédures traditionnelles aux TIC

- La consécration de la preuve et de la saisie électronique
- L'admissibilité de la preuve électronique
- La prescription des infractions de presse en ligne





Le cadre institutionnel

■ Structures d'investigations



Section de Recherche de la Gendarmerie Nationale (SR)



Bureau des Investigations Criminelles et des Stupéfiants (BICS)



Brigade spéciale de lutte contre la cybercriminalité (BSLC)





Le cadre institutionnel

■ La Commission des données personnelles (CDP): instituée par la loi n° 2008-12 du 25 janvier 2008.



La protection des données personnelles pour une entreprise, contraintes ou opportunités?



République du Sénégal

[Accueil](#) [La Commission](#) [Législation](#) [Modèles de lettres](#) [Liens](#) [Médiathèque](#) [La vie à la CDP](#) [Newsletter](#) [Contact](#)

Nos missions :

- Protéger** les citoyens Sénégalais contre les abus
- Conseiller** les pouvoirs publics
- Contrôler** les traitements en cours
- Sanctionner** en cas de violation

de la législation en matière de protection des données personnelles.

Documents

- + Focus sur la législation
- + A propos des formalités
- + Liste des formulaires
- + Répertoire des déclarations
- + Délibérations de la CDP
- + Décisions de la CDP
- + Dossiers thématiques

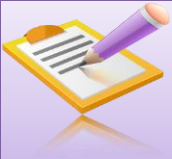


Le cadre institutionnel

■ Instances judiciaires

- **Parquet d'instance de Dakar**: section criminalité organisée (cybercriminalité)
- **Siège**: Réforme de la carte judiciaire: institution de chambres spécialisées en matière de cybercriminalité dans les Cours d'Appel (CA) et les futurs tribunaux de grande instance (TGI)





L'application judiciaire du dispositif

- Relative faiblesse contentieux cybercriminel
- Tendance à l'utilisation des TIC à des fins délictuelles
- Illustration: TRHC Dakar, 2 octobre 2013, affaire Selbe NDOME



Dakaractu 

Laser du Lundi

Contribution

Télévision

Radio

People & Sports

Newsletter

Soumettre article

Le pirate du "FACEBOOK" de Selbé Ndom condamné à six mois de prison ferme

Le pirate du compte « FACEBOOK » de la célèbre voyante Sélbé Ndom est condamné à six (6) mois de prison ferme. Le jeune du nom de Mamadou Lamine Ndiaye escroquait des innocents en se faisant passer pour Selbé Ndom.





Le cadre international



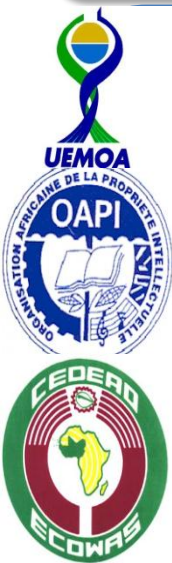
Echelle internationale

- **CE**: Finalisation de l'adhésion de la Convention de Budapest



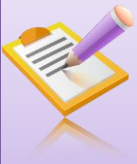
Echelle continentale

- **UA**: Projet de convention sur la cybersécurité

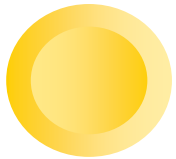


Echelle sous régionale

- **UEMOA**: Loi uniforme du 3 septembre 2008 sur infractions aux instruments électroniques de paiement.
- **OAPI**: Accord de Bangui révisé en 1999.
- **CEDEAO**: Directive du 19 août 2011 portant lutte contre la cybercriminalité.



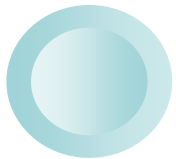
Limites du dispositif de lutte contre la cybercriminalité



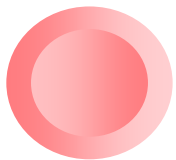
Manque de formation des acteurs judiciaires



Absence de formalisation de la coopération entre les instances publiques et les opérateurs privés



Insuffisance de moyens logistiques à la disposition des autorités policières et judiciaires



Ineffectivité du dispositif juridique et institutionnel de lutte contre la cybercriminalité





Vers une politique nationale de cybersécurité



- **Notion de cybersécurité (UIT)** : ensemble de mesures de prévention et de protection d'ordre technique, organisationnel, juridique, financier, humain, procédural et autres actions permettant d'atteindre les objectifs de sécurisation des réseaux électroniques
- **Politique de cybersécurité**: Approche holistique et globale de la stratégie de lutte contre la cybercriminalité.
- **Objectif de la stratégie de cybersécurité** : mise en place d'un architecture opératoire de lutte contre le cybercrime.



Le Cadre institutionnel d'éclosion : Le Centre National de la Cybersécurité (CNC)

- **Compétences larges:** coordination des activités de lutte contre la cybercriminalité (formation, sensibilisation, renseignement, veille technologique, coopération, appui aux autorités judiciaires etc.)
- **Composition pluridisciplinaire:** magistrature, police, gendarmerie, armée, douane, techniciens etc.





Les stratégies de la politique de cybersécurité

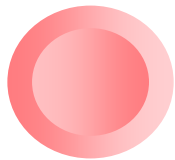
Prévention: anticipation des cybermenaces



Sensibilisation des populations: culture de cybersécurité

Veille technologique : mise en place d'un CERT

Coopération: intensification



Partenariat public/privé (dispositif de signalement/filtrage)

Coopération judiciaire et policière internationale: Connexion au réseau 24/7 et du G8; système copies avancées

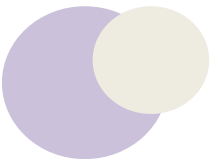
Formation : renforcement des capacités des acteurs



CFJ : Magistrats, module contentieux cybercriminalité

EOGN et EPFP : module criminalistique/ Cyberdroit

Législation: Consolidation du dispositif juridique



Réforme du code pénal et du code de procédure pénale

Projet de décret sur la conservation des données de connexion



Papa Assane TOURÉ

LE TRAITEMENT DE LA CYBERCRIMINALITÉ DEVANT LE JUGE

L'exemple du Sénégal



L'Harmattan